



C.I.A.L.

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMERIQUE LATINE
U.E.R. D'ECONOMIE POLITIQUE

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5 FF.



AGENCE LATINO AMERICAINE D'INFORMATION
1224 STE CATHERINE O 403 TEL (514) 861 0756
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

Bul. N° 8

30 avril 1979

ANNEE 1



Les Taches Politiques Du Moment

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI UNIFIE DES COMMUNISTES HAITIENS (PUCH)

Le Bureau Politique du P.U.C.H. s'est réuni pour étudier la situation politique du pays et dégager les tâches qui s'imposent aux militants, à tous les patriotes, au peuple en général en vue de faire avancer la lutte démocratique et populaire. Il constate que la conjoncture présente se caractérise par un affrontement de plus en plus net entre la dictature duvaliériste et le mouvement pour la conquête des libertés démocratiques.

En effet, durant les dernières années, les luttes revendicatives ont connu un grand essor. La classe ouvrière a dressé la bannière de la grève et de la protestation. A partir des principales entreprises industrielles : Ciment d'Haiti, Hasco, Reynolds, un vaste mouvement de lutte et de protestation s'est étendu à de larges secteurs du prolétariat et des masses laborieuses. Des dégrayages ont eu lieu dans les usines de sous-traitance, les chantiers de construction de la Sangamo, au centre hospitalier «Asile Français». Dans l'Artibonite, le Nord-Ouest, dans les plaines du Cul de Sac et de Léogâne, et dans d'autres régions du pays, les paysans se sont dressés pour manifester ouvertement contre les dépossessions, les corvées et les abus de toute sorte. Des chocs sanglants ont fait 10 morts et des dizaines de blessés à la plaine de Léogâne et dans la région de la Croix des Bouquets quand des milliers de paysans et de jeunes chômeurs des villes se sont présentés pour s'inscrire aux bureaux d'embauchage comme coupeurs de canne pour les Centrales sucrières de la République Dominicaine. Les chauffeurs de Pétion-Ville et de Delmas se sont dressés contre l'arbitraire.

L'ampleur de ce mouvement montre qu'après plus de vingt ans de brimades et de répression, le prolétariat ne s'est pas laissé zombifier. Au contraire il est aujourd'hui à l'avant-garde des luttes du peuple contre l'exploitation extrême qu'il subit et contre l'oppression duvaliériste, pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Les couches populaires des villes et des secteurs de plus en plus larges des classes moyennes expriment chaque fois davantage leur opposition à la dictature. L'action des masses autour de la question de la libération des prisonniers politiques, les manifestations de mécontentement contre le

stockage des vivres alimentaires par les grands commerçants macoutes ont constitué autant d'expressions de la volonté de résistance du peuple. Aujourd'hui des manifestations éclatent sur plusieurs points du pays. Des pétitions sont envoyées de partout aux organes de la presse indépendante pour protester contre les abus. Le peuple prend de plus en plus la parole pour réclamer ses droits.

Des organisations, secteurs et personnalités démocratiques en nombre croissant exigent le respect des droits de l'homme et des dispositions constitutionnelles concernant le respect de la personne, la liberté d'expression, de manifestation, le droit de grève, bref, le retour à un régime de droit et de respect des libertés fondamentales. L'agitation gagne la jeunesse, les étudiants de l'université et des lycées. Par la presse, par la radio, par des conférences et autres manifestations culturelles, ces secteurs dénoncent avec force l'arbitraire et l'injustice.

Le Bureau Politique constate par ailleurs que, face à cette situation, le gouvernement duvaliériste et ses patrons impérialistes utilisent la mystification, la corruption, la provocation ou la répression pour contrecarrer le mouvement populaire. Dans le cadre de la prétendue politique de Carter, de défense des droits de l'homme, l'impérialisme met tout en œuvre pour désarmer la colère du peuple.

Le Bureau Politique du P.U.C.H. constate en même temps que, l'impérialisme américain et international multiplie ses activités en vue d'exercer une emprise totale sur tous les aspects de la vie nationale. L'impérialisme contrôle toutes les branches essentielles de l'économie, finance pour les 2/3 les activités de l'Etat, prend en charge les branches les plus importantes de l'appareil administratif et perfectionne l'appareil de répression.

Notre pays est littéralement occupé par une armée de soi-disant techniciens. L'ambassadeur américain se conduit en chef réel du pays au point de dicter ses décisions au gouvernement. Le fameux mémorandum Jones de juillet dernier au Président de la République d'Haiti, ainsi que les protestations de ce même Jones, qui s'arroge le droit d'estimer trop élevé le salaire de famine de 1.60 payé pour 8 heures

4° P. 9801

de travail aux ouvriers haïtiens, en sont la preuve.

Le Bureau Politique du P.U.C.H. constate en outre, que dans cette même perspective de lutte contre le mouvement populaire, le gouvernement fait un battage autour de la soi disant politique de libéralisation. De plus, il tente de dévoyer le mouvement populaire, en essayant d'enregistrer les citoyens dans le cadre du CONAJEC et de ses succursales. En même temps, le gouvernement, tout en maintenant l'appareil de terreur, utilise des méthodes moins spectaculaires pour conduire sa politique traditionnelle de répression du mouvement démocratique.

Toutefois, en septembre et en octobre dernier, face à la montée du mouvement de revendication de masses, le gouvernement n'a pas hésité à recourir à ses méthodes de répression brutale, mettant ainsi en relief son essence répressive et sa servilité par rapport à la bourgeoisie. La police de Duvalier a sauvagement réprimé les travailleurs de la Hasco et les chauffeurs de Delmas. Ses agents continuent de multiplier les menaces contre les journalistes indépendants de la presse et de la radio. Le gouvernement a provoqué avec outrecuidance l'opinion publique, en nommant chef de la Police de Port-au-Prince le tortionnaire Jean Valmé, et ministre de l'intérieur, Achille Salvant, publiquement dénoncé par les ouvriers comme valet des patrons.

Face à un peuple dont la conscience et la volonté de lutte grandissent et qui réclame la démocratie, des élections générales et la fin de la présidence à vie, le gouvernement se trouve empêtré dans ses propres manœuvres. Il se fait octroyer les pleins pouvoirs mais n'arrive pas à trouver la formule pour garantir sa farce électorale.

Le Bureau Politique du P.U.C.H. estime que dans le moment actuel, les militants du Parti et les démocrates de toutes les tendances, doivent unir leurs efforts pour le raffermissement des fragiles conquêtes démocratiques que le peuple a obtenues par 20 ans de lutte opiniâtre contre la dictature.

Le P.U.C.H. exige l'organisation, dans le plus bref délai, d'élections libres à tous les niveaux.

Le P.U.C.H. réclame le droit pour tous les citoyens de s'organiser en associations et d'exprimer librement leurs idées.

Le P.U.C.H. réclame le droit pour tous les Partis politiques de participer à la campagne électorale.

Le P.U.C.H. réclame le droit pour tous les exilés de rentrer dans leur pays.

Le P.U.C.H. réclame l'annulation de toutes les pratiques, lois et dispositions anti-démocratiques et anti-constitutionnelles qui briment les libertés publiques et empêchent l'exercice de la souveraineté populaire : levée de l'Etat de siège, abolition de la loi anti-démocratique et anti-communiste du 29 avril 1969, annulation de la disposition de la chambre législative octroyant illégalement les pleins pouvoirs au président de la république.

Tout mettre en œuvre pour transformer la farce électorale que voudrait organiser le gouvernement, en une tribune populaire pour dénoncer l'arbitraire, éduquer et mobiliser davantage les masses, approfondir les contradictions au sein du régime, faire avancer la lutte du peuple !

Il est aujourd'hui possible de mettre sur pied un véritable front électoral groupant les patriotes de toutes les tendances autour des candidats indépendants, pour barrer la route à la dictature. Cette bataille correspond pleinement à la tâche que notre Premier Congrès a fixée aux militants du parti : entraîner des secteurs de plus en plus larges de la population dans le combat contre la dictature, pour le pain, le travail et la liberté.

A l'occasion du 175ème anniversaire de l'indépendance nationale, comme dignes continuateurs de l'œuvre émancipatrice de 1804, nous lançons le mot d'ordre : **Tout pour la mobilisation des masses dans la lutte pour la démocratie, la libération nationale et sociale du peuple haïtien.**

décembre 1978



Projet du Programme du Parti Communiste Dominicain

suite du numéro précédent

(extraits)

déjà 473.731 (39,1% de la population active). Il a créé aussi une masse très hétérogène, composée surtout de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, de 332.070 personnes travaillant à leur propre compte, (27,4% de la population active), et 33.299 employeurs qui exploitent le travail salarié à différents degrés (2,7% de la population active). Le reste de la population économiquement active correspond aux travailleurs non-rémunérés et à d'autres catégories mal définies.

82 - La structure des classes en République dominicaine a servi à reproduire le système capitaliste dépendant, garantissant aux classes qui constituent le bloc au pouvoir la possibilité de s'enrichir dans des conditions que n'atteignent souvent pas ces mêmes bourgeoisies dans leur phase de consolidation.

83 - C'est ce qui explique également que d'amples

secteurs de la population n'ont pas participé aux bénéfices du processus de croissance économique.

84 - Loin de là, la pauvreté de l'immense majorité de la population s'est confirmée, au point où 66% des familles vivent avec des budgets déficitaires, et dans des conditions de pauvreté extrême.

85 - L'appauvrissement progressif a entraîné aussi une baisse du niveau culturel, considéré comme un élément d'extrême importance dans la vie de l'être humain. L'appauvrissement culturel approfondit les niveaux d'inconscience des secteurs populaires, et rend plus difficile la reconnaissance d'une véritable identité de classe, culturelle et nationale. Ce fait nous oblige à entreprendre un travail profond et à grande échelle, d'orientation politique, culturelle et idéologique, dans l'optique du besoin d'un changement révolutionnaire.

ALAI S'entretient avec le Secrétaire Général de la CGT des HONDURAS

ALAI a rencontré Felicito Avila Ordonez, Secrétaire Général de la Centrale Générale des Travailleurs des Honduras, qui relate l'origine de la CGT, son programme et la situation générale dans laquelle se développe son action syndicale. Parmi les éléments qui ressortent de l'exposition d'Avila, figurent le bas niveau de syndicalisation, la division dans le mouvement ouvrier et la répression qui empêche le développement de l'organisation des ouvriers et paysans aux Honduras.

— Quel est le processus qui conduit à la constitution de la CGT ?

— La CGT a surgi comme un mouvement de travailleurs posant une alternative capable de rompre les structures de la société capitaliste, pour la convertir, avec le concours des travailleurs et le peuple en général, en une société plus juste et plus humaine. La Centrale des Travailleurs se situe depuis sa fondation comme une organisation qui naît pour unir les efforts des travailleurs dans leur lutte contre le système.

— En quelle année fut fondée la CGT des Honduras ?

— La CGT existe depuis dix ans ; elle fut fondée en 1969 et elle aura dix ans le premier mai 1979.

— Quelle est l'organisation de la CGT du point de vue local et national ?

— La CGT a cinq fédérations, fédérations professionnelles et fédérations territoriales. Les professionnelles comme l'Union Nationale des Paysans (UNC), la Fédération Hondurienne des Syndicats de Travailleurs de l'Alimentation, la Fédération Nationale des habitants et la Fédération des Syndicats des travailleurs de la banque financière et annexes. Ces organisations sont constituées au niveau national. Nous avons aussi des organisations à un plan territorial : la Fédération authentique Syndicale des Honduras (FASH) et la Fédération Syndicale du Sud. Sur ce plan nous groupons les trois secteurs particuliers de la classe travailleuse : le secteur habitat, le secteur paysan et le secteur syndical urbain.

— Quels sont les éléments centraux ou de base du programme de la CGT des Honduras et quel est le processus qui permet son élaboration ?

— En premier lieu, la CGT pose comme élément de base du programme la lutte contre l'injustice, la lutte contre ceux qui nous oppriment et la lutte contre ceux qui d'une

manière réduite, possèdent le pouvoir, c'est-à-dire les responsables de cette situation. La CGT projette surtout la participation active des travailleurs qui dans ce sens, se fera selon nous, à partir du syndicat, à partir de la ligue paysanne, à partir du patronat, jusqu'à arriver à ce qu'est proprement le Comité Exécutif National de la CGT, ou nous avons aussi de sérieuses propositions devant les supranationales parce que nous croyons que s'est notre devoir.

— Quelle a été l'activité de la CGT des Honduras depuis sa fondation jusqu'à ce jour ?

— L'activité de la CGT, avant tout, l'orientation du peuple et la confrontation au système. Nous n'avons eu, ni considérons avoir aucune alliance ni compromis, ni avec les entreprises privées, ni avec le gouvernement, ni avec des partis politiques. Nous avons dénoncé et nous continuons à dénoncer les anomalies du gouvernement quel qu'il soit.

— Vous développez, donc, un syndicalisme indépendant ?

— Indépendant de tout type de domination, nous sommes et nous préconisons l'unité des travailleurs.

— Quel a été l'obstacle principal que la CGT a rencontré dans le développement de ses activités face aux masses des Honduras ?

— En premier lieu, les obstacles qui sont connus de tous, la répression qui existe, malgré, qu'il y ait une loi dans le Code du Travail, et d'autres Lois comme la Loi de Réforme Agraire, qui ont été approuvées par une minorité et ont un contenu totalement bourgeois, et ne sont pas appliquées dans ce même contexte du système capitaliste. Dans ce sens, nous avons exposé et nous avons confronté cette situation, ce qui nous a permis d'ouvrir les champs à la CGT, et la proposer comme une alternative dans le mouvement des travailleurs. Dans les dix ans de luttes que compte la CGT, nous considérons qu'elle s'est renforcée quantitativement, suffisamment pour pouvoir entrouvrir devant le peuple une espérance de libération.

— Quelle est, dans la conjoncture actuelle, la tâche, que les dirigeants de la CGT, considèrent comme primordiale ?

— Nous croyons que la tâche principale est l'organisation du peuple. Ceci est la tâche principale. Mais nous avons des tâches immédiates qui sont la prise de conscience et la politisation du peuple. Ceci peut et doit motiver à maintenir et acquérir de meilleures conquêtes sociales, qui puissent se convertir en faits concrets qui se réalisent

dans cette même société Hondurienne.

— La CGT a une politique d'alliance avec d'autres forces politiques et syndicales des Honduras ?

— Politique d'alliance, non, mais politique d'unité, oui. En différenciant les deux choses : l'alliance avec l'unité. Nous avons défini lors de notre congrès, dans notre conseil, et au comité Exécutif, la nécessité de l'unité d'action avec les différentes forces sociales qui démontrent une combativité et qui à la fois maintiennent une activité honnête et démocratique.

— Seriez-vous disposés à vous unir aux organisations de masse centroaméricaines, abstraction faite de leur affiliation à l'ORIT, la CLAT ou la CUSTAL ?

— Il faut différencier deux choses, les organisations centroaméricaines proposent des unités organiques et pour proposer une unité organique nous devrions mettre en premier lieu, à l'épreuve, l'unité d'action. Si l'unité d'action justifie que nous sommes capables de la faire, si l'unité d'action est effective et l'unité d'action nous permet une unité organique, alors peu importe avec qui nous devons faire l'unité, du moment que les objectifs soient communs et que l'unité d'action justifie ce que nous faisons.

— Comment la CGT caractérise, l'actuelle situation qui règne en Amérique latine et quelle perspective voyez-vous au mouvement de masse dans notre continent ?

— Je vous dirai que les perspectives en elles-mêmes sont assez incertaines, en tenant compte de la situation politique latinoaméricaine. La politique de plus grand dirigeant de l'Amérique du Nord, Monsieur Carter, ainsi que l'action de la trilatérale, ont été menées par rapport à cette situation. Les Etats-Unis conduisent la politique vers une démocratisation à la manière de la sociale-démocratie, ce qui lui permet de destituer des gouvernements répressifs, mais de conserver, par l'intermédiaire de ceux qui les remplacent, le pouvoir du système capitaliste. Quand je dis qu'elle est assez incertaine, cela signifie qu'il est assez difficile d'obtenir ce que nous proposons, mais il peut s'établir une ouverture, non pas dans le domaine où nous la voudrions, mais dans celui de la sociale-démocratie qui peut permettre, au moins, un minimum du développement que nous souhaitons.

— Est-ce à dire, que la CGT comme tendance syndicale verra d'un bon œil un gouvernement de la sociale-démocratie ?

— Pas du tout, nous croyons que la sociale-démocratie est la façade que se donnent les Etats-Unis en ce moment, pour maintenir leur domination dans toute l'Amérique latine, et pouvoir changer les gouvernements répressifs par un gouvernement qui maintienne le patron suprême de l'Amérique latine dans le système capitaliste. Ce qui existe c'est une ouverture tendant à substituer un gouvernement

militaire par un gouvernement civil, mais ceci ne signifie pas le contraire du néo-capitalisme.

— Quel degré de syndicalisation existe-t-il actuellement aux Honduras ?

— Le degré de syndicalisation dans le pays est d'une moyenne de 25%, ce qui est extrêmement faible.

— Quel est le niveau de vie du travailleur Hondurien ?

— Il y a une situation précaire, en partant du fait qu'il existe la désorganisation dans les entreprises, et, ceci permet qu'il y ait encore, une exploitation sans limite. Ils n'appliquent pas la loi actuellement en vigueur, comme la loi du salaire minimum. Il n'existe presque pas d'aide sociale, d'aide médicale, culturelle, éducative et dans ce sens, se crée une situation assez difficile pour la classe ouvrière.

Tenant compte du fait qu'il s'agit d'un pays d'industries agricoles, la majeure partie de la classe ouvrière est dans le secteur rural. Là où, en ce moment, on lutte pour la réforme agraire, et ceux qui ne peuvent pas lutter abandonnent et vont vers la ville, où ils trouvent les plus grands taux de chômage.

— Mais, est-ce qu'aux Honduras, dans les débuts de 1970, les lois sur la réforme agraire ont été édictées ?

— Il existe des lois écrites, et envisagées dans les plans de développement du gouvernement, mais la vérité est que la réforme agraire ne s'applique pas, c'est une réforme agricole que le gouvernement introduit conformément aux intérêts de l'industrie qu'il veut développer et qu'il veut diriger vers l'extérieur. Alors, il n'y a pas de réforme agraire.

— La CGT a-t-elle une réponse à apporter aux travailleurs non syndiqués en ce moment ?

— En premier lieu, les projets concernant les travailleurs non syndiqués s'attachent dans la perspective de la CGT, à les organiser dans l'immédiat. Nous faisons tout l'effort possible. La CGT trouve chez les travailleurs un écho, car, malgré qu'elle soit une jeune Centrale, une Centrale de 10 ans, en comparaison à d'autres qui existent depuis 25 ans dans le pays, nous sommes parvenus à avoir des ressources humaines, de ces organisations, que n'ont pas les autres centrales.

— Quelles sont les autres organisations syndicales qui existent aux Honduras ?

— Il y a la Confédération des Travailleurs des Honduras (CTH), affiliée à l'ORIT et quelques organisations indépendantes qui sont peu nombreuses, et les organisations payannes dont quelques unes sont indépendantes, c'est tout.

— Quelles sont les entreprises multinationales existant aux Honduras ?

— Aux Honduras, tous les gouvernements qu'il y a eu, ont été manipulés par les multinationales. Dans ce sens, nous ne pouvons dire qu'ils agissent ici d'une manière différente que dans d'autres pays. En ce moment il existe les compagnies bananières, le Coca-Cola, la brasserie, et l'exploitation du maïs. « La Rosario » est en plus petite proportion.

— Quel est le salaire payé par ses compagnies multinationales à ses travailleurs ?

— Pour les ouvriers qui ont un contrat collectif, le maximum qu'ils aient réussi à gagner est une moyenne de 10 lempiras, ce qui fait environ 5 dollars, mais ce sont les salaires les plus hauts. Il y a des salaires de 6 lempiras, qui représentent 3 dollars, le plus souvent ce sont des salaires de base, comme on les appelle, indépendamment des heures supplémentaires.

— Quel est le mode de production dominant aux Honduras ?

— Ce qui existe en ce moment, est une production orientée vers l'extérieur. En général nous pourrions dire qu'il existe un mode de production pré-capitaliste.

— Vous indiquez, que la majeure partie des travailleurs sont des ouvriers agricoles. Quels sont les principaux problèmes qui se posent à l'organisation de ce secteur ?

— L'un des grands obstacles, est la loi sur la réforme agraire. C'est elle qui permet et donne des droits aux propriétaires terriens, empêchant la récupération de la terre, la prestation des services envers les personnes bénéficiaires de la réforme agraire, et favorisant les organisations qui collaborent à la politique du gouvernement.

— Existe-t-il des coopératives agraires ?

— Oui, c'est une partie de ce qu'envisage la réforme agraire, les coopératives de la réforme agraire et les entreprises associatives. Les entreprises associatives créées par le gouvernement lui-même, et envisagées dans la réforme agraire, et les coopératives agraires créées par le gouvernement lui-même. Les coopératives sont envisagées dans la

loi sur la réforme agraire, c'est la forme d'organisation qu'a donné le gouvernement pour faire la réforme agraire au travers des coopératives. Ce qui est vrai, c'est que ces organisations bien qu'elles ne soient pas coopératives et qu'elles ne soient pas dans la réforme agraire, tendent à disparaître, mais ceci répond à une stratégie, non seulement sur un plan national, mais aussi, sur un plan latino-américain, qui consiste à maintenir la grande exploitation terrienne, avec l'appui d'organisations qui sont en accord avec le gouvernement. La CGT et l'UNC proposent une politique distincte de celle du gouvernement, envers les coopératives.

— Quels problèmes affronte la CGT, dans l'agriculture pour se développer ?

— Les problèmes sont visibles. En premier lieu, la répression. Quand les organisations font la récupération de la terre, les travailleurs sont emprisonnés et jugés. Il y a même eu des centaines de compagnons qui sont morts dans leur lutte, pour réclamer l'application qu'exige le secteur paysan de la réforme agraire. C'est là où nous demandons la récupération des terres, ce que les propriétaires terriens et le gouvernement appellent l'invasion de la terre. C'est là où il y a obstacle par la loi de réforme agraire elle-même, elle définit une série de situations qui ne permettent pas, aux personnes bénéficiaires de la réforme agraire, une facilité de la loi pour que ces terres soient données quand le secteur qui en a besoin.

— Une dernière question, existe-t-il diverses tendances à l'intérieur de la CGT ?

— A l'intérieur de la CGT, ce n'est pas une obligation que d'être social-chrétien. Quel est notre principe ; nos valeurs qui soutiennent le mouvement comme tel. Nous prétendons être une organisation dans laquelle les travailleurs doivent respecter, et suivre la stratégie tracée par le congrès et par les conseils. Dans ce sens nous ne pourrions

dire qu'il existe différentes tendances, mais les travailleurs ont la liberté de penser, d'exprimer leur pensée. Leur avis est respecté dans la CGT. Jusqu'à maintenant les organisations que nous avons, sont dans la ligne des principes philosophiques du christianisme, mais ceci ne veut pas dire que toutes les personnes pensent comme cela, et ce n'est pas un obstacle pour l'adhésion des travailleurs à la CGT.



AMÉRIQUE LATINE :

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE NUCLEAIRE

L'appui promis par le président français Monsieur Valéry Giscard D'Estaing, au développement de l'industrie nucléaire mexicaine et l'offre argentine de signer un nouvel accord atomique avec l'Allemagne Fédérale semblable à celui de la décennie des années 60, a mis en relief l'intérêt

de certains pays latino-américains à trouver une réponse au problème énergétique.

Jusqu'à aujourd'hui seuls le Brésil et l'Argentine disposent d'un plan élaboré pour le développement de l'industrie nucléaire, alors que le Mexique, l'Equateur, le Pérou et

l'Uruguay, n'ont pas encore réussi à franchir l'étape d'élaboration d'un programme atomique.

Le plan nucléaire de l'Argentine repose sur le développement de centrales nucléaires qui opèrent avec de l'uranium naturel, alors que dans le cas du Brésil (Angras dos Reis) il s'agit d'uranium enrichi (1). Bien que les plans de ces deux nations comportent des différences significatives, ils poursuivent un même objectif : atteindre un pouvoir de décision autonome en matière nucléaire ainsi qu'un pouvoir autonome de production des biens et des services nucléaires qui sont techniquement et économiquement réalisables et avantageux.

L'opposition des Etats-Unis à l'accord Brésil-Allemagne Fédérale, réside dans le fait que le Brésil prétendait installer un usine d'enrichissement de l'uranium et un usine de raffinement du combustible, afin d'assurer la quantité nécessaire de et de mener à bien son programme d'installation de 10 centrales nucléaires.

Dans la mesure où le Brésil atteindrait ce niveau de développement, il cesserait de dépendre des monopoles américains et des consortiums internationaux Urenco (association de Grande Bretagne, Hollande et Allemagne Fédérale) et Eurodit (association de différents pays à la tête desquels se trouve la France) pour disposer de l'uranium enrichi dont a besoin son industrie nucléaire.

La proposition argentine présentée au gouvernement de Bonn, fait partie également d'un plan dont le but est l'autosuffisance dans le domaine nucléaire, et, comme pour le cas de l'accord Brésil-Allemagne Fédérale, il déclenche le même type d'opposition internationale.

Le plan nucléaire de 1975-1985, élaboré par la Commission Nationale de l'Energie Atomique (CNEA) d'Argentine, dont le coût approximatif est de 5 mille millions de dollars, se propose de développer une «industrie intégrale du cycle de combustible à toutes ses étapes».

Le «cycle du combustible» comprend un processus circulaire étendu et très complexe par lequel se forme toute la chaîne de l'uranium depuis les travaux de prospection et d'exploitation, jusqu'à l'exploitation par l'extraction du minerai, sa purification, sa transformation en dioxyde d'uranium, l'élaboration de pastilles combustibles que l'on introduit dans des gaines de «zircallo», la construction de la centrale, l'approvisionnement des éléments combustibles, la production d'énergie, la mise à l'écart des déchets radioactifs, et postérieurement l'utilisation de ces résidus (spécialement d'uranium) comme

combustibles à réacteurs.

Pour atteindre ce stade, le plan nucléaire argentin prévoit dans sa phase immédiate l'installation de trois nouvelles centrales, la réalisation de celle qui se construit dans le barrage du Rio Tercero, dans la province de Cordoba, et enfin la création de toute l'infrastructure pour le développement du «cycle de combustible».

Dans ce sens, l'accord éventuel avec l'Allemagne Fédérale, afin d'installer une nouvelle centrale en Argentine (Atucha II) et les installations nécessaires à l'élaboration d'eau lourde, pourrait constituer un appui décisif au plan nucléaire argentin.

Une négative de Bonn, supposerait un retard important pour l'accomplissement du programme, malgré les offres du Canada, de l'Italie et de l'Espagne pour collaborer avec l'Argentine au développement de son plan nucléaire.

En accord avec la chronographie originelle, l'Argentine devrait compter à son actif, pour 1985, cinq centrales d'opération 2.700 (Mwe), six en construction (3.600 Mwe) ainsi que des études préalables et des accords pour d'autres usines nucléaires, lesquelles devront entrer en vigueur, pour la décade de 1990-2000(3).

Le progrès de l'Argentine en matière nucléaire lui a permis de réaliser une série d'accords avec d'autres pays latino-américains pour lancer la recherche et le développement de l'industrie atomique.

C'est dans cette perspective que s'inscrit l'accord signé avec l'Uruguay en 1977, qui prévoit l'installation d'un petit réacteur dans le Centre de Recherches Nucléaires de l'Uruguay, ainsi que la préparation de techniciens pour l'utilisation de la technologie nucléaire.

Bien qu'il soit loin de se réaliser, l'accord considère la possibilité d'installer un réacteur atomique, semblable à Atucha I, pour 1980, en Uruguay.

L'accord avec le Pérou, établi en avril 1977, à l'occasion de la visite du Général Videla à Lima, envisage la construction d'équipements et d'installations pour une centrale nucléaire. L'Argentine participerait à la formation des techniciens de l'Institut Péruvien de l'Energie Nucléaire, institution qui a déjà signé un accord avec l'Organisation International de l'Energie Atomique (OIEA) pour l'utilisation d'une technologie nucléaire dans le développement de l'agriculture et de l'élevage.

Suite dans le prochaine numéro

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'Information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le Bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France: Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger: Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de CIAL N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent toujours être adressés au siège d'ALLAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.